



**Déclaration préalable de la CGT Educ'action Val d'Oise
au CSA-SD
du jeudi 3 septembre 2026**

Monsieur le directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Nous vous souhaitons la bienvenue dans notre département, monsieur le directeur académique.

L'été 2026 aura été celui de la démonstration qu'aucune direction politique, institutionnelle ou patronale ne se soucie réellement du sort des travailleuses et travailleurs. Les records des températures ont marqué les chairs et les esprits et doivent surtout alerter pour les années suivantes. L'été 2026 ne peut et ne doit pas se reproduire. Certes vous ne dirigez pas le climat et la température, néanmoins la DSDEN 95 a eu une responsabilité dans les décisions prises. Les couvertures de survie, les pichets d'eau ne sont pas des solutions tout comme le fait de maintenir à leurs postes les personnels coûte que coûte. Il faut rénover le bâti, prévoir des protocoles clairs de mise en sécurité des jeunes et des travailleurs de l'éducation nationale... La DSDEN s'est déchargée systématiquement sur les autres institutions : mairie, département, région... Les rencontres existent entre les différents acteurs. Il est donc impératif que des décisions soient prises et que l'on sorte du bilan sans action. Cela implique des investissements impératifs au sein des plans concertés avec les acteurs.trices de terrain. Les décisions ne peuvent se faire sans une prise en compte réelle du terrain.

Nous pourrions aussi évoquer le piratage des données informatiques de cet été, oublié par le ministre dans sa lettre de rentrée, qui a mis la pagaille à la rentrée avec l'impossibilité d'accéder à Onde ou le non recrutement des contractuel·les. A ce sujet, nous attendons toujours la réponse de la direction académique à notre interpellation. Selon *Mediapart*, il semblerait aussi que la paie de septembre soit compromise pour les fonctionnaires stagiaires. Pouvez-vous nous confirmer que le salaire sera entièrement versé à l'ensemble des personnels ? Pouvez-vous nous dire quand seront recruté·es les néo contractuel·les ? Pouvez-vous préciser quels éléments ont fuité hormis les noms, prénoms, adresses, téléphone et numéro de sécurité sociale ?

Ce piratage confirme la perméabilité des données en ligne et donc la possibilité d'accéder aux données personnelles des élèves à travers divers outils numériques : LSU, les évaluations nationales ou le livret de parcours inclusif, ignoble outil de fichage des élèves en situation de handicap... Par conséquent, en plus d'être des outils aux services d'un pilotage par objectifs, d'un contrôle des pratiques pédagogiques, d'une déshumanisation du suivi des élèves, d'une dépossession de la souveraineté du travail des collègues, la CGT Educ'action 95 renouvelle sa consigne syndicale de les boycotter. Nous aurons une attitude responsable pour protéger les élèves.

Dans le Val d'Oise, les personnels ont vécu une année scolaire 2025-2026 éprouvante : inclusion à marche forcée sans moyens, salaires en berne, non remplacement, missions des directeurs qui explosent, contrôle managérial zélé de plusieurs IEN... A cela s'ajoute des erreurs multiples d'année en année sur les bulletins de paie, notamment pour la rétroactivité des primes REP des AESH, attente du versement du SFT, affectations arbitraires à la suite du mouvement intra, humiliation des candidat.es lors de l'oral du CAPPEI ... Près de 90% des fiches SST ont concerné le 1er degré. L'année 2026-2027 semble prendre cette direction, plusieurs circonscriptions n'ont déjà plus de remplaçant.es et nous ne comptons plus les collègues qui nous ont contacté pour des problèmes d'inclusion.

De plus, les droits des personnels sont à nouveau réduits avec les nouvelles dispositions du temps partiel thérapeutique. Nous dénonçons une méthode gouvernementale inacceptable et veillerons à ce que la "nécessité de service" ne soit pas détournée pour empêcher l'accès à ce droit médical. En revanche, lorsque les personnels obtiennent des droits, la hiérarchie fait tout pour les masquer. Nous vous avons contacté à propos des modalités de mise en place du congé supplémentaire de naissance. Nous attendons toujours la réponse de la DSDEN. Toujours à propos des droits des personnels, nous exigeons le respect par la DSDEN du Val d'Oise du nombre de jours enfants malades, 6 jours par parent et 12 jours si parent isolé, au lieu de 5 et 10 jours. Dans le cas contraire, nous saisisons le tribunal administratif. Cette inégalité de traitement entre les départements de l'académie est tout simplement scandaleuse ! Les personnels en ont ras le bol de la gestion calamiteuse qui dure depuis trop d'années.

Avec les pratiques managériales délétères au sein de cette DSDEN, ces derniers mois, nous resterons attentifs et seront offensifs lorsque l'intérêt des élèves et des personnels sera remis en cause.

Pour en venir au sujet de la carte scolaire, la CGT Educ'action 95 s'oppose toujours à la fermeture des classes non justifiées. Si le document de travail va dans le bon sens avec 100% d'ouvertures pour cette 3ème phase, il ne rattrape pas la saignée du mois de mars. Nous demandons la réouverture de toutes les classes fermées en commençant par celles de l'éducation prioritaire. Les repères numériques pour ouvrir ou fermer une classe sont devenus obsolètes. Vous devez reconnaître qu'un nouveau peuple scolaire existe et qu'il doit être pris en compte dans les repères. La baisse démographique est une chance et doit permettre de diminuer le nombre d'élèves par classe pour leur réussite, de mieux inclure et de moins surcharger le travail de nos collègues. Nous demandons aussi à ce que des enseignant.es surnuméraires soient nommés dans les écoles où il n'y a pas de locaux pour ouvrir.

Mesdames et Messieurs merci pour votre écoute.